Identité nationale : le journal Metro prêche la «bonne parole»

25/01/2010 à 18h43

En partenariat avec Respect Mag, le quotidien gratuit Metro relaie l'*Appel pour une République multiculturelle et postracial*. Cette semaine, Rokhaya Diallo, d'origine sénégalaise, présidente de l'association *Les Indivisibles*, nous explique pourquoi les Français d'origine étrangère n'ont pas à s'intégrer puisqu'il «*n'existe pas de souche gauloise «pure» où auraient poussé les vrais Français*».

> *Les débats actuels sont focalisés sur une injonction obsessionnelle : pour être acceptés, les citoyens d'origine étrangère doivent «s'intégrer».*
> ***Tout se passe comme s'il y avait d'un côté les «vrais » Français légitimes dont l'intégration ne fait aucun doute** et de l'autre les Français présumés étrangers, ceux dont l'identité française est rendue suspecte par leurs noms imprononçables, leurs faciès trop bronzés ou leurs pratiques culturelles trop visibles.*
>
> *Ces Français éternellement désignés comme «issus de l'immigration» – quelles que soient le nombre de générations qui les séparent de ladite immigration – sont confrontés à un cruel paradoxe : ils doivent sans cesse faire des efforts pour prouver qu'ils sont dignes d'être français tout en masquant tous les signes – notamment religieux – qui pourraient remettre en question leur appartenance à la Nation. (…)*
> *Ainsi, la responsabilité de l'intégration reposerait sur les immigrés et leurs descendants supposés inaptes à trouver une place dans la communauté nationale. Hélas, trop rares sont*

ceux qui questionnent la République quant à sa volonté de reconnaître enfin tous ses citoyens, et «d'intégrer» son identité multiculturelle et multicolore.
C'est pourtant une remise en cause indispensable pour que cesse enfin cette division dont découle une citoyenneté à deux vitesses. ***L'intégration est un mythe qu'il serait temps de remettre en question : « il n'existe pas de souche gauloise « pure » où auraient poussé les vrais Français.»*** *Le terme d'intégration doit disparaitre tout comme le ministère qui y oppose l'immigration et l'identité nationale.*
Source :Metro